

Bastide Le Confort Médical (BX)
131 Avenue de la Mame
33700 MERIGNAC
Tél: 0557000111 Fax: 0557000110
N° Identification : 332600485
IBAN : FR76 3000 4010 7300 0100 1971 164
BIC : BNPAFRPPXXX
DOM : BNP PARIBAS
Assuré : M. CHOUKROUN Pierre
LES ESCARDOS
33330 VIGNONET
N° Immat. I 59 05 92 802 134 46
Date naissance : 31/05/1959
Code client : 3694058

Code Mutuelle : 2041203

A.P.I.C. (RC)
133 RUE ALEXANDRE DUMAS BP 70712
80090 AMIENS CEDEX 1

Régime obligatoire : 2007143
C.P.A.M. BORDEAUX,

SERVICE COURRIER LE
13 FEV. 2024

TICKET MODERATEUR N° : 464923576

Conditions de paiement : Paiement comptant

LIBELLE	PU LPPR	QT	PU PUBLIC	TOTAL	<100%	TM+DEPASSEMENT
PPC, PATIENT TL +112H du 01.12.2023 au 15.12.2023	15,58	3S	15,58	46,74	28,04	0,00 18,70



1187880
PPC, APNEE SOM, PATIENT
TELESUIVI (+112H) FORFAIT HEBDO 9. TL1

Montant total de la facture 464923576 : 46,74 EUR

Pour information:

- prise en charge à 60,00 % par le régime obligatoire, soit 28,04 EUR
- montant à la charge de l'assuré, soit 0,00 EUR

Reste à votre charge pour le Ticket Modérateur: 18,70 EUR

Le client déclare avoir pris connaissance des Conditions générales figurant au verso ou à la fin du document
Services et technologies de santé à domicile

N°Cristal 09 89 328 823



CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE ET DE LOCATION

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le réseau Bastide le confort médical auquel appartient le prestataire de santé à domicile PSAD est uniquement engagé sur le territoire métropolitain français et les départements d'Outre Mer qui n'est pas prévu. Le non professionnalisme, généralement de certaines règles protectrices du droit de la consommation, d'ordre public, Commercial.

Le PSAD peut refuser la commande pour motif légitime. La commande ne peut être annulée sauf dispositions légales et/ou accord exprès du PSAD. Les commandes peuvent donner lieu au versement d'un acompte.

Conditions commerciales

Le prix hors taxes facture est celui en vigueur le jour de la commande et le taux de TVA est celui en vigueur lors de l'émission de la facture. Le PSAD peut modifier à tout moment les prix figurant notamment sur ses tarifs, catalogues ou circulaires. Les produits sont payables comptant. Pour les professionnels, le paiement de la marchandise s'effectue sans délais sans escompte. Si le client appartient à un groupe de sociétés au sens de l'article L. 233-1 du Code de commerce, il se porte fort de l'engagement par sa société mère de payer en ses lieux et places en cas de défaillance de sa part.

Pour les produits et prestations pris en charge par le régime obligatoire d'assurance maladie, le tarif de référence est celui fixé par la Sécurité sociale (P.P.R. liste des produits et prestations remboursables). En cas de litige, le montant de ce tarif sera fonction de la durée indiquée sur l'ordonnance.

Reprise des produits à titre commercial

Le produit d'un produit à titre commercial est soumis à l'accord exprès du PSAD. Les produits doivent être retournés en parfait état de revendeur dans leur emballage d'origine, sous un délai de quinze (15) jours à compter de la date d'achat. Sont exclus de la reprise les produits d'hygiène et de protection d'incontinence, de nutrition/perfusion qui nous sont retournés dans un emballage ouvert, les barres d'appui à ventouses et poignées à ventouses, les sièges de bain, chaise garde-robe, rehausse WC, les produits alimentaires et périssables ainsi que les produits pris en charge L.P.P. Elle ne donne lieu qu'à l'étatisme d'un avoir valable durant 6 mois à compter de la date de restitution du produit et sur présentation d'un justificatif de paiement. Sauf accord, les frais de transport de retour du produit sont à la charge du client.

Cause d'information

Certains produits et prestations peuvent faire l'objet d'une prise en charge partielle ou totale par un régime obligatoire d'assurance maladie. A cette fin, le client s'engage à communiquer en temps utile tout document nécessaire à la bonne constitution de son dossier ainsi qu'à informer le PSAD de tout changement d'adresse dans les plus brefs délais. A défaut, il restera débiteur des sommes dues auprès du PSAD. Si le client est assuré social, a déjà fait l'objet d'une prise en charge pour un produit ou une prestation identique ou similaire par un organisme d'assurance maladie et qu'il sollicite le PSAD pour un produit ou une prestation identique, il devra l'en informer préalablement. A défaut, il sera passible pour le PSAD de réclamer au client, le paiement de ce produit ou prestation en cas de rejet de prise en charge par l'organisme primaire d'assurance maladie.

Le Client déclare et reconnaît qu'en cas de rejet par les caisses d'Assurance Maladie de la prise en charge du dispositif médical délivré par le PSAD pour des raisons indépendantes de qualité de la prestation délivrée par le PSAD, s'engage à payer au PSAD, à la première demande de ce dernier, soit le coût de la prestation si les caisses d'Assurance Maladie refusent la prise en charge soit les sommes que le PSAD aura restituées aux Caisses d'Assurance Maladie si celles-ci en demandent le remboursement. Le client donne pouvoir au PSAD d'accomplir toutes les formalités relatives au traitement, notamment pour le feuille de soins et pour la demande d'entente/accord préalable, si la prise en charge du traitement en nécessite une et procède en ses lieux et places et pour voir compte à la signature de la feuille des soins nécessaire à la prise en charge par l'Assurance Maladie des prestations fournies en vertu du présent contrat. Si le client poursuit son traitement en établissement de santé et y apportant son dispositif médical, il devra en informer préalablement celui-ci afin que toute précaution notamment d'ordre sanitaire soit prise.

Cause de changement de régime

En cas de changement de régime de prise en charge de l'assurance sociale, notamment entrée en FHPAD Hospitalisation à domicile ou poursuite de son traitement hors du domicile, le patient devra informer au préalable le PSAD de cette modification. A défaut, le PSAD pourra réclamer au client, le paiement de ce produit ou prestation en cas de rejet de prise en charge.

Retard de paiement et Clause pénale

Pour les professionnels, (article L441-10 du Code de commerce), en cas de retard de paiement à l'échéance convenue, le client s'expose au paiement d'un taux d'intérêt égal au montant du taux de refinancement de la banque centrale européenne majoré de dix (10) points et au paiement de l'indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement, sans préjudice d'une indemnisation complémentaire à la fois des frais de recouvrement exposés et justifiés sont supérieurs à l'indemnité forfaitaire légale. De plus, le recouvrement nécessitant des démarches contentieuses donne lieu au paiement d'une indemnité à titre de dommages et intérêts égale à 15 % de la somme à payer. Cette indemnité montante est exigible sans qu'un rappel soit nécessaire, sans préjudice des pénalités convenue en cas d'exécution définitive de l'obligation en cause.

Pour les non-professionnels ou consommateurs, tout retard de paiement entraîne de plein droit après mise en demeure, un décompte d'intérêts de retard au taux légal.

Livraison

Pour les consommateurs, le délai de livraison s'entend sans dispositions contraires, au plus tard de 30 jours ouvrés à compter de la prise de la commande et de l'encaissement de l'acompte (article L216-1 Code de la consommation). Pour les professionnels, les délais de livraison sont indiqués à titre indicatif et les produits sont livrés aux frais du client et à ses risques et périls. La date de livraison indiquée par le PSAD ne peut pas être modifiée par le client sans accord du prestataire pouvant donner lieu à indemnité pouvant notamment couvrir les frais liés à cette modification. Le PSAD se réserve le droit d'effectuer en plusieurs étapes des livraisons partielles dans le but de respecter et d'accomplir la commande initiale dans la totalité. Si le transport est assuré par le PSAD, les produits voyagent aux risques et périls du client. En cas de perte ou d'avarie, le client devra exercer son recours contre le transporteur dans les 72 heures. Le client reconnaît avoir reçu le PSAD la notice d'utilisation du (des) matériel(s) énuméré(s) au recto et être informé des règles de sécurité et notamment de disposer d'une installation électrique conforme. Le professionnel renonce à toute action contre le PSAD. Il appartient au client que que soit sa qualité de faire les contrôles d'usage et le cas échéant d'émettre des réserves.

Clause de réserve de propriété

Le transfert de propriété des produits a lieu lors du paiement effectif et intégral du prix en principal, intérêts et accessoires. A défaut de paiement à l'échéance convenue, le PSAD pourra reprendre les produits. La vente sera résolue de plein droit et les acomptes déjà versés lui seront acquis. A défaut de paiement, convenu à l'échéance, le client ne pourra notamment ni céder, vendre, transformer le produit. En cas de violation, le PSAD exercera les actions prévues à l'article 2169 et suivant du Code civil.

Garanties

Les produits proposés sont conformes à la législation en vigueur. Certains produits peuvent bénéficier, d'une garantie ou fabricant. La garantie ne peut intervenir si les produits ont fait l'objet d'un usage anormal et sont utilisés dans les conditions d'emploi prévues et celles pour lesquelles ils ont été destinés. Elle ne s'applique pas non plus notamment en cas de détérioration, d'accident provenant de négligence, défaut de surveillance ou d'entretien, d'une transformation du matériel, d'une incompatibilité avec d'autres matériels ou d'un environnement nettement différent non conforme. Indépendamment de l'existence d'une éventuelle garantie commerciale du fabricant (articles L 217-21 à 217-24 du Code de la consommation), le PSAD est en tout état de cause tenu des défauts de conformité du bien au contrat dans le cadre de la garantie légale de conformité mentionnée dans les conditions des articles L217-3 et suivants du Code de la consommation et des défauts cachés de la chose vendue dans les conditions prévues aux articles 1641 à 1649 et 2232 du Code civil.

Traitement des déchets des équipements électriques et électroniques

Pour l'achat d'un dispositif médical, le PSAD s'engage à reprendre l'équipement électrique et électronique ancien similaire ou identique (ex : scooter contre scooter) en fin de vie, obsolète ou qui ne fonctionne plus, acheté chez lui ou non, gratuitement. Pour la reprise gratuite des dispositifs médicaux, le client disposera des solutions suivantes : (i) En cas d'enlèvement, sur le lieu de vente de l'équipement vendu, reprise de l'équipement usage sur le lieu de vente ; (ii) En cas de livraison de l'équipement vendu sur son lieu d'utilisation, reprise de l'équipement usage sur le lieu de la livraison ; (iii) En cas de livraison dans un autre lieu ou selon d'autres modalités ; (iv) reprise de l'équipement usage au lieu de livraison ; ou (v) système de collecte de proximité (RECULUM) auquel le PSAD a adhéré, qui peut, le cas échéant, inclure des magasins du distributeur ; ou (vi) mise à disposition d'une solution de renvoi via un service postal ou un service électronique pour les équipements électriques et électroniques dont les caractéristiques le

permettent. Conformément aux dispositions de l'article R543-180-4 du Code de l'environnement, le PSAD ne reprend pas les appareils électriques et électroniques usagés de très petite dimension. Le PSAD pourra refuser de reprendre un produit s'il présente un risque pour la santé et la sécurité du personnel (Art R 543-180-4 Code de l'environnement). Si cette solution ne convient pas, le client peut également : (i) Déposer son ancien appareil dans une déchèterie ou un point de collecte de proximité à proximité de chez lui ou des collectivités locales ; (ii) Le donner à une association à vocation sociale.

Force majeure

Le PSAD ne saurait être responsable de retards, annulations ou diminutions ou de tout manquement dans la réalisation de ses obligations en cas de force majeure qui incluent par exemple les faits de guerre, grèves, pannes d'équipement, etc.

Clause limitative de contestation

Le client doit verser les produits à la vente et/ou à la livraison. Ce contrôle doit porter sur la qualité, les quantités et les références des produits ainsi que leur conformité à la commande. Concernant les professionnels, aucune réclamation n'est prise en compte, passé un délai de 15 jours à compter du jour de la vente et/ou livraison et toute action judiciaire doit être impérativement engagée, au plus tard dans le délai de 1 an qui suit la réception de la commande. Passé ce délai, son action est prescrite.

Règlement amiable et judiciaire des litiges

Le contrat est régi par le droit français. Le client est informé de la possibilité de recourir en cas de contestation à un procédé de médiation, conventionnel ou à tout autre mode alternatif de règlement des différends. Pour les professionnels, le tribunal territorialement compétent est celui du siège social du PSAD, nonobstant le paratage des défendeurs ou pour tout appel en garantie. Le consommateur pourra contacter le médiateur de la consommation (cf. III).

Protection des Données à caractère Personnel

Conformément à la Loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, le client qui communique des informations indispensables à la vente ou à la prestation (notamment identité, état civil, coordonnées, régime de sécurité sociale et de protection sociale complémentaire, cas échéant) ou des données relatives au traitement médical prescrit et suivi accepte en signant le contrat qu'elles fassent l'objet d'un traitement automatisé. Le responsable du traitement est le PSAD. La finalité poursuivie par le traitement des données porte sur le suivi de la délivrance de la prestation de santé et/ou effectuer des opérations relatives à la gestion des clients, à la prospection, l'élaboration de statistiques commerciales, enquêtes de satisfaction, la gestion de la location ou l'échange de ses fichiers de clients et prospects, (coordonnées postales), l'organisation de jeux ou de concours, la gestion des demandes de droit d'accès, rectification, et d'opposition, gestion des employés, et du contenu de l'actualisation des fichiers de prospection au régime de démarchage téléphonique, la gestion des avis des personnes sur les produits, services ou contenus. Les destinataires de ces données sont selon les cas les organismes sociaux d'assurance maladie, complément santé, équipe médicale, tout professionnel de santé ou conseil à même d'accompagner le PSAD dans le suivi du patient, tout autre PSAD amené à intervenir auprès du patient, service internes du PSAD ou du responsable du traitement ainsi que les filiales de la SA Bastide le confort médical. Selon le type de traitement, la personne sera informée du caractère obligatoire ou facultatif des réponses et des conséquences éventuelles à son égard d'un défaut de réponse. Le client dispose d'un droit d'accès, de suppression, de rectification aux données personnelles le concernant, de donner des instructions au sort de ses données à son décès et de son droit à introduire une réclamation auprès de la CNIL. Ces données seront conservées en temps et de la prescription légale de manière sécurisée et le PSAD ne communiquera en aucune façon ces coordonnées aux destinataires cibles. Pour exercer ses droits sur ses données, le client écrit au PSAD en lui indiquant ses nom, prénom, adresse à droit@bastide-leconfortmed.com. Le PSAD informe le client de son droit de s'opposer sur la liste d'opposition ou démarchage téléphonique « BLOCTEL » accessible sur <https://www.bloctel.fr/> (article L223-1 du Code de la consommation).

Informations légales (PSAD) et réclamations

Bastide, le Confort Médical, Société Anonyme au capital de 3 309 161,85 €, enregistrée au RCS de Nîmes sous le n° SIREN 305 635 039 (n° TVA intracommunautaire FR 19 305 635 039), dont le siège social se situe au Centre d'activité Avue 2000, 12 avenue de la dame 30137 Caissargues Tél. 04 66 38 58 08 - Fax 04 66 38 58 09 - Site : www.bastideleconfortmed.com

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX LOCATIONS

Le matériel loué est la propriété insaisissable du PSAD. Le locataire et/ou l'utilisateur ne peut en aucun cas modifier le matériel loué. Toute sous-location est interdite. Le matériel loué est placé sous la responsabilité du locataire ou de l'utilisateur qui s'engage à être assuré pour tous les dommages qui pourraient être causés au matériel ou par le matériel. Tout dommage causé au matériel et/ou par le matériel doit être signalé par LBAK au PSAD, dans les 48 heures du dommage. Toute période de location commencée est intégrale et due. La location se poursuivra jusqu'au jour de la restitution effective du matériel. Un dépôt de garantie non productif d'intérêt, peut être demandé. Il sera restitué sous réserve du parfait encaissement du loyer et de la restitution du matériel en parfait état. Toute réparation entraînée par une mauvaise utilisation du matériel sera à la charge du locataire. Le matériel loué ne peut être transporté d'une habitation à une autre ou transféré auprès d'une autre personne ou déplacé hors de France métropolitaine qu'après autorisation écrite du PSAD. Le client accepte qu'un autre membre du réseau de l'enseigne (notamment un franchise) puisse se substituer au PSAD, dans l'exécution du contrat de location. Le client est responsable des produits des leur remise matérielle. Cette remise entraîne le transfert des risques. Le client souscrit un contrat d'assurance le garantissant pour ces risques.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX CONSOMMATEURS

Médiation

Conformément aux articles L612-1 et suivants du Code de la consommation, le consommateur peut, pour tout litige qui n'aurait pu être réglé par le PSAD, recourir gratuitement au médiateur de la consommation en vue de la résolution amiable du litige en contactant par écrit : SAS MEDIATION SOLUTION Tél. 04 82 53 93 06.

222 chemin de la bergère 01900 SAINT JEAN DE NOST ou

contact@saumediationsolution.com ou par formulaire en ligne intitulé : « Saisir le médiateur » sur le site <https://www.sasmediationsolution.com>

La demande doit impérativement contenir : les coordonnées postales, téléphoniques et électroniques du demandeur, le nom et l'adresse et le numéro d'enregistrement chez SAS MEDIATION SOLUTION du Vendeur (1131/00/211), un exposé succinct des faits et attitudes du demandeur, copie de la réclamation préalable auprès du Vendeur et tous documents permettant l'instruction de la demande (bon de commande, facture, justificatif de paiement, etc.).

Garanties légales

Le PSAD est tenu des défauts de conformité du bien au contrat dans les conditions des articles

L217-1 à L217-3 du Code de la consommation s'agissant de champ d'application des dispositions relatives à la conformité dans les contrats de vente de biens,

L217-3 à L217-7 du Code de la consommation, s'agissant de l'existence de ce droit pour le consommateur

L217-8 à L217-17 du Code de la consommation, s'agissant de la mise en œuvre de la garantie légale de conformité.

L217-28 à L217-33 du Code de la consommation, s'agissant des dispositions diverses relatives à la garantie légale de conformité.

Lorsqu'il agit en garantie légale de conformité, le consommateur

Bénéficie d'un délai de deux ans à compter de la délivrance du bien pour agir. 12 mois pour les biens d'occasion) et a le droit de rapporter la preuve de l'existence du défaut de conformité du bien durant ces mêmes délais, conformément à l'article L217-7 du Code de la consommation.

Peut choisir entre : la réparation ou le remplacement du bien (article L217-8 du Code de la consommation) sous réserve des conditions de l'article L217-12 du Code de la consommation. La réparation effectuée dans ce cadre fait bénéficier le consommateur d'une extension de garantie dans les conditions de l'article L217-13 du Code de la consommation.

La garantie légale de conformité s'applique indépendamment de la garantie commerciale éventuellement consentie. Le consommateur peut décider de mettre en œuvre la garantie contre les défauts rattachés de la chose vendue au sens des articles 1641 et suivants du Code civil. Dans ce cas, l'action doit être intentée par le consommateur, dans un délai de deux ans à compter de la découverte du vice. Dans le cadre de cette garantie, le consommateur peut choisir entre la résolution de la vente ou la réduction du prix de vente conformément à l'article 1644 du Code civil.

[Accueil](#) [Changer mon mot de passe](#)SERVICE COURRIER LE
13 FEV. 2024[Aide](#)[Suivi Flux](#) - [Rechercher une FSE](#) - [Détail d'une FSE](#)

Détail d'une FSE (BASTIDE - AGENCE DE BORDEAUX)



Informations FSE

Numéro de FSE	464923576	Numéro de lot	173
Type de FSE	Tiers-payant	Date de télétransmission	15/12/2023
Etat	Traité		
FSE dédoublée	AMO	Sens de présentation	NORMAL AMO + AMC

Détails FSE

Code organisme AMO	013310000	Code organisme AMC	
Libellé organisme AMO	CPAM BORDEAUX	Libellé organisme AMC	
Montant AMO	28,04 EUR	Montant AMC	18,70 EUR
Total FSE	46,74 EUR	Part assuré	0,00 EUR
Destinataire du paiement	Professionnel		

Détail des règlements

Code organisme	Libellé organisme	Type	Date retour	Lot	Etat	Montant RO (EUR)	Montant RC (EUR)	Date virement	Libellé rejet
013310000	CPAM BORDEAUX	AMO	20/12/2023	173	⊕	28,04	0,00		

RETOUR